

Que d'appels à l'Armée !

La Gazette – Edito - Adelson Razafy - 05/03/2012

Multiplication frappante des appels à l'Armée ces derniers jours. Le phénomène, en fait, est omniprésent depuis le début de la transition, car même des personnalités connues comme Marc Ravalomanana, Zafy Albert et Monja Roindefo se sont déjà livrés à cet exercice. Mais ces temps-ci, le nombre de ceux qui demandent aux militaires « de prendre leurs responsabilités » a véritablement explosé. Sans vouloir être exhaustif, citons d'abord « l'homme au mégaphone » qui, à la tête d'une cinquantaine de partisans, a harangué les passants sur l'esplanade d'Analakely et qui fut arrêté et emmené par les éléments de l'Emmo-Reg. Puis le Groupement pour le Salut de la Nation qui a réclamé l'intervention de l'Armée, « dernier rempart de la République », par la voix de ses chefs, l'ancien ministre José Rakotomavo et l'avocat Willy Razafinjatovo. Enfin le parti Avotra ho an'ny Firenena, s'exprimant par le biais du candidat à l'élection présidentielle Laza Razafiarison, qui milite pour la mise en place d'un Directoire Mixte de la Transition dont l'ossature proviendrait de l'Armée. En tout cas, sur les radios privées qui ouvrent leurs antennes aux auditeurs au téléphone, on constate aussi une prolifération des appels à l'Armée, « ultime recours dans la situation présente ». Comment expliquer l'accroissement du nombre de ces appels souvent passionnés, parfois désespérés ?

On invoquera, en premier lieu, la désillusion à l'endroit d'une feuille de route qui a suscité beaucoup d'espoir à l'origine, mais qui se révèle actuellement inopérante. Le document semble avoir mené le pays dans l'impasse, et le public consterné assiste au spectacle de graves dissensions en haut lieu, de la montée de l'intolérance sur le cas de l'amnistie, du non respect des échéances comme celle du 29 février, et surtout, du recul déjà sûr et certain des élections pour 2013. Ensuite, car le pays a été livré aux politiciens qui n'ont déjà pas bonne presse et qui, en plus, semblent manœuvrer pour faire durer la transition et donc pour conserver leurs sièges dorés. Le public estime que seule l'Armée est à même de délivrer le pays des griffes de cette corporation avide, égoïste et intéressée. Il pense d'ailleurs qu'à l'heure où une hausse généralisée frappe déjà à la porte, l'Armée est la seule à avoir la poigne nécessaire pour contrôler les prix, ramener l'ordre dans le commerce et agir dans l'intérêt des petites gens. La situation économique fouette d'ailleurs le banditisme, et la population souhaite voir les hommes en uniforme disposer des coudées franches pour éradiquer le brigandage et rétablir la sécurité.

Enfin, les gens savent que là où récemment les militaires ont pris en main la transition, les élections ont été organisées correctement, un pouvoir civil élu a été installé et la reconnaissance internationale est intervenue rapidement. Il en a été ainsi en Mauritanie, en Guinée Conakry et au Niger où après des coups d'Etat survenus en 2008 et 2009 (comme le nôtre), la situation a été normalisée avec notamment la restitution du pouvoir aux civils. Nos concitoyens rêvent donc d'une junte militaire qui organise de façon fulgurante des élections transparentes, et rétablit dans de brefs délais la légalité constitutionnelle. Bref, la population se désole de voir la transition perdurer, peut-être suite à des calculs politiques, et aspire à un retour rapide à la normale. L'Armée, dans son esprit, est la seule entité qui peut se substituer avantageusement à une clique de politiciens avides de gains, et qui peut pousser vivement le pays vers la sortie de crise.

Rappelons que s'exprimant récemment au nom de l'Armée, le général Rakotoarimasy Lucien, ministre des Forces Armées, a repoussé l'idée d'une prise de pouvoir par les militaires, considérant qu'une crise politique se doit d'être résolue par les politiques. Il est vrai néanmoins que l'Armée n'est guère sûre d'elle, et recule devant la tâche, pour elle étrangère, qui consiste à gérer une nation, notamment dans une période de crise aiguë. Bref, pour piloter le pays à travers les mille écueils d'une transition compliquée, nos militaires estiment peut-être qu'ils n'ont pas le... calibre.

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=20142:editorial-que-dappels-a-larmee-&catid=56:edito&Itemid=65